

Pernille Rieker

Présentation lors du colloque « la Mer de Barents : problématique géopolitique et de sécurité » à Paris/IFRI, 24 novembre 2005.

L'Union Européenne (UE), La Norvège et la région septentrionale

La région Arctique est très vaste. C'est environ vingt cinq fois la taille de la France. En comparaison, la mer de Barents est relativement petite, seulement trois fois la taille de la France. Cette région immense représente à la fois une grande opportunité et une grande responsabilité, en particulier pour les états frontaliers, mais également pour l'Europe en général.

Cette zone est riche en ressources naturelles, telles que les produits de la pêche et les produits pétroliers, mais c'est aussi un environnement particulièrement vulnérable, qui a besoin d'être sauvegardé avec un niveau de protection élevé. Nous pouvons également ajouter qu'opérer dans cette région, avec son temps froid et venteux et ses longues périodes d'obscurité, représente un challenge particulier pour les hommes et les machines. J'ai moi-même eu une expérience assez éprouvante en escaladant une échelle de corde sur un chalutier en pleine mer. Heureusement, il m'a été rapporté que c'était la plus belle journée cette année.

Dans cette présentation, je vais mettre en avant trois arguments principaux:

Le premier argument est que l'UE et ses Etats membres ont d'une façon générale négligé leurs régions frontalières au Nord. Bien que l'UE dispose d'une Dimension Nordique et qu'elle ait porté un certain intérêt à cette zone depuis le milieu des années 1990, il reste encore un potentiel de développement.

En second lieu, j'argumenterai sur le fait que la Norvège a également échoué à donner une priorité suffisante à cette région après la fin de la guerre froide. En dépit de quelques initiatives

importantes, telles que l'établissement de la coopération de Barents en 1993, c'est seulement très récemment que cette région est devenue de nouveau une priorité pour la politique étrangère norvégienne. Et nous observons aujourd'hui un appel pour une politique plus compréhensive envers cette région. Je vais aussi parler du fait que la Norvège n'a peut-être pas utilisé la totalité de ses liens étroits avec l'UE pour éveiller ainsi son intérêt.

Enfin, je parlerai du fait que l'importance de cette région va au-delà de cette zone elle-même. En effet, la bonne gestion d'une telle région s'avère d'une importance capitale pour la communauté européenne et internationale et non seulement pour ses voisins immédiats. Dans ma présentation, je développerai le fait qu'il y a un potentiel inutilisé pour une collaboration plus étroite entre l'UE et la Norvège en sécurisant de façon constructive et positive le développement de cette région.

Avant d'entrer dans les détails de ma présentation, je veux juste préciser que dans cet exposé je vais me focaliser davantage sur L'Union Européenne et moins sur les états membres, même si je suis consciente que beaucoup de pouvoirs et d'instruments se trouvent toujours au niveau national. En plus, je dois aussi souligner que les arguments présentés me sont propres, et ne doivent en aucun cas être perçus en tant qu'éléments de toute position politique officielle norvégienne.

Pourquoi la région nordique devrait être importante pour l'UE?

Laisser moi commencer par la question : Pourquoi la région nordique est-elle importante pour l'UE?

Tout d'abord, bien qu'aucun des Etats membres de l'UE ne soit frontalier avec cette zone maritime, nous devons nous rappeler que la frontière du nord de Schengen et de l'Espace Economique Européen (EEE) se situe dans la région de la mer de Barents.

Cette région est également importante pour le développement et le bon fonctionnement d'une association avec la Russie. Dans cette zone, il y a eu une longue histoire d'échanges culturels et économiques, qui ont été suspendus une grande partie du 20ème siècle. Ces échanges ont maintenant été rétablis et ont même été améliorés sensiblement ces dernières années. S'il y a beaucoup d'avantages lors de la chute d'une superpuissance, il y a également quelques inconvénients. L'un d'entre eux est le besoin urgent de décontamination de certains sites nucléaires du côté russe de la frontière. Non seulement les nombreuses installations nucléaires représentent une menace à l'environnement très vulnérable dans la région, mais il y a également un réel danger que certaines substances nucléaires tombent dans les mains de terroristes. L'Europe et la Norvège ont donc par conséquent un défi significatif à relever sur le plan de l'environnement et de la sécurité, localisé juste à quelques kilomètres de la frontière de Schengen.

La mer de Barents revêt également une importance particulière de par ses ressources et son environnement. Une catastrophe environnementale dans ce secteur est susceptible d'avoir des conséquences globales et régionales majeures. Les stocks halieutiques importants ont besoin d'être protégés contre l'exploitation trop intensive et la pollution. La nature et sa vulnérabilité rendent la région importante pour la recherche sur le changement climatique. Ceci signifie qu'il devrait être dans l'intérêt de l'UE, aussi bien que d'autres acteurs, de surveiller étroitement le développement dans cette région et d'assurer l'exploitation raisonnable des ressources, la sécurité du transport maritime, et en général, que des niveaux environnementaux élevés soient appliqués pour toutes les activités dans cette zone.

Enfin, la région de mer de Barents est perçue pour être l'une des provinces pétrolières restante parmi les plus importantes dans le monde. C'est important pour l'UE, qui se concentre de plus en plus sur la façon d'assurer et de diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie.

Ainsi ce que nous avons ici est une région qui reflète parfaitement l'ordre du jour mondial et de l'agenda européen, y compris la géopolitique et la sécurité de l'approvisionnement en énergie, aussi bien que les nouvelles menaces sur la sécurité du fait de réseaux terroristes, de l'immigration, du crime organisé, des risques sur l'environnement ou nucléaires, etc....

Comme vous le savez, ces défis surgissent dans une région où les frontières sont contestées et où il n'y a aucun accord cadre sur une politique de régulation légitime et efficace.

La politique de l'UE envers la région nordique

Etant donné tous ces facteurs, on pourrait s'attendre à beaucoup plus d'attention sur le plan international et européen envers cette région. Quand j'aborde ce sujet maintenant pour discuter de la politique de l'UE envers la zone nordique nous constatons que ce n'est pas le cas.

L'union a focalisé son attention principalement vers les Etats membres ou ceux qui souhaitent le devenir, ainsi que vers ses voisins immédiats. Et puisque l'UE n'a aucun membre sur les côtes de la mer de Barents, cette zone a perdu de son intérêt face à la compétition des autres régions, telle que la mer Baltique. L'attention limitée au Nord, est particulièrement évidente si nous la comparons avec le vif intérêt de l'UE vers les défis faisant face à ses frontières orientales et méridionales.

Ce n'est pas avant que la Suède et la Finlande soient devenues membres de l'UE en 1995, que l'UE a commencé à prêter plus d'attention à la région nordique. En fait, l'une des premières initiatives du gouvernement finlandais dans l'UE a été de proposer le développement d'une

dimension nordique semblable à la dimension méridionale déjà existante (ou au prétendu processus de Barcelone). La dimension nordique a été adoptée en 1997 et deux plans d'action ont été adoptés et plus tard mis en application.

Tandis qu'il y a eu plusieurs réalisations importantes - particulièrement concernant la protection de l'environnement et la coopération sur le plan frontalier, j'argumenterais du fait que la dimension nordique n'a pas vraiment atteint le but de ses intentions originales. Au moins, elle n'est pas parvenue à faire de l'UE un acteur stratégique dans le Nord.

Comme vous le savez sans doute, la dimension nordique visait aussi à améliorer l'image de l'Union en Europe du Nord. C'était un instrument pour promouvoir la coopération avec les pays de la région, afin d'augmenter la prospérité, renforcer la sécurité et pour combattre des dangers tels que la pollution de l'environnement, les risques nucléaires et le crime frontalier. Les ambitions étaient hautes et les faits n'ont fait que refléter les relations de l'UE avec la Russie dans la mer baltique et la région de la mer Barents.

Mais en ce qui concerne les instruments de la dimension nordique, il a été décidé qu'aucun nouvel établissement ne devait être établi. Il devrait plutôt être mis en application dans le cadre de l'association et de l'accord de coopération avec la Russie. Mais aussi qu'il devrait être développé par l'intermédiaire de quatre forums et organismes régionaux déjà établis, tels que le Conseil des états de la mer baltique, le Conseil euro-arctique de la mer de Barents, le Conseil Arctique et le Conseil des Ministres Nordiques. En outre, la dimension nordique ne contient aucun instrument indépendant sur le financier. Cependant il est toujours possible d'employer le fonds régional de l'Union (tel que Interreg et Tacis) pour certains projets sur la zone frontalière russe.

Cette approche qui se résume à "l'absence de tout nouveau crédit et de toute nouvelle institution" - peut expliquer pourquoi l'UE n'est pas devenue un acteur stratégique dans cette région. Cela veut dire que l'UE n'a pas de réelle autorité sur l'ensemble des acteurs impliqués dans la Dimension Nordique (Haukkala, 2002). De plus, l'UE a des capacités de coordination relativement limitées. Le fait qu'il n'y ait qu'une seule personne dans la Commission responsable de cette région et que sa responsabilité ne se limite pas seulement à cette zone, confirme ce point de vue.

En outre, nous pouvons ajouter que la base juridique pour la participation de la Commission dans des initiatives régionales est faible. Quand ceci est un problème d'ordre général pour la politique étrangère de l'UE, il devient encore bien plus problématique lorsque cela concerne le niveau sous-national ou régional (Myrjord, 2003).

Il est également intéressant de noter que le centre d'intérêt de la Dimension Nordique a évolué au fil du temps. Au lieu d'être une politique axée sur toute la région, elle est vue de plus en plus comme une composante régionale de la politique de l'UE sur la Russie (Myrjord, 2003 ; Haukkala, 2002). En outre, il y a eu un changement de perception vers une vision plus étroite sur la région de la mer Baltique, ceci aux dépens du grand Nord et de la mer de Barents. Cela est également mis en exergue dans l'attribution des fonds. Par exemple, le dernier rapport annuel sur l'état de progrès de la Dimension Nordique et l'attribution financière par TACIS et INTERREG, qui montre que la grande majorité des financements se font vers la région de la mer Baltique (voir par exemple p. 28 dans le dernier rapport sur l'état d'avancement).

Ainsi, malgré l'existence du programme de Dimension Nordique depuis 1997, il a été insuffisant pour établir l'UE en tant qu'acteur majeur dans la région (Haukkala, 2002 ; Browning & Joenniemi, 2003). L'attention limitée de l'UE à cette région est également illustrée par la

nouvelle politique européenne de voisinage (ENP). Cette politique vise à développer une relation étroite entre l'UE agrandie et ses voisins situés plus à l'Est et au Sud, afin d'éviter de nouvelles lignes de divisions en Europe.

Le fait que le Nord ne soit pas inclus est surprenant, étant donné que la politique de voisinage est mise en place sur la base des initiatives régionales telles que la coopération euro-méditerranéenne (EMP) dans le Sud, et de divers accords avec les états voisins à l'Est. En plus, la Dimension Nordique a été initialement construite comme un instrument pour dupliquer ces initiatives dans le Nord (Arter, 2000). Une partie de l'explication que la Commission a donnée pour sortir de la Dimension Nordique est que la Russie n'a pas souhaité adhérer à l'ENP, puisqu'elle a préféré développer toujours plus loin sa coopération bilatérale avec l'UE. En effet, je crois que ceci justifie encore mon point de vue, notamment que la Dimension Nordique est principalement perçue comme une politique envers la Russie, et que l'attention s'est éloignée de plus en plus loin de la région de la mer de Barents pour se faire en direction de la mer Baltique (qui est également incluse dans l'ENP).

Naturellement, cette évolution n'est bien sûr pas étonnante étant donné que les états Baltes aient récemment rejoint l'UE et vu l'importance stratégique de la Russie. Cependant, il laisse toujours l'UE sans une politique appropriée dans cette région dont nous traitons ici aujourd'hui.

Cela étant dit, j'aimerais préciser qu'il existe cependant beaucoup d'initiatives de divers états membres, sociétés et organismes dans la région. Par exemple, nous avons observé un intérêt accru particulièrement au sujet des ressources potentielles de pétrole dans cette région, aussi bien qu'au sujet des défis sur l'environnement. Nous savons également qu'il existe une longue tradition fondée sur des initiatives de recherches dans la région.

Mon point de vue est simplement de dire, que malgré ces initiatives, l'UE manque de cohérence et de coordination dans sa politique envers cette région.

La politique de la Norvège envers la région nordique

Si nous regardons maintenant la Norvège et sa politique en direction de cette région. En tant que non-membre, la Norvège a depuis le début des années 90 développé un rapport particulièrement étroit avec l'UE. Jusqu'à récemment je soulignerai le fait que la Norvège n'a pas profité suffisamment de cette occasion pour développer sa coopération avec l'UE concernant les défis de la mer de Barents. De mon point de vue, il y a deux raisons principales à ceci :

D'abord, la Norvège n'a pas eu une politique compréhensive et coordonnée envers la région de Barents elle-même. La Norvège a été lente à s'adapter au contexte de l'après guerre froide, et par conséquent a également ralenti l'identification du besoin d'une nouvelle et différente approche sur la région. Avec les nombreuses bases militaires de la péninsule de Cola, du côté Est de la frontière, et la Norvège comme pays de l'OTAN du côté occidental, c'était une zone "fortement militarisée" pendant la guerre froide. Cette situation a empêché la coopération économique transfrontalière, et a limité l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles dans la région. Mais en même temps, elle a créé une compréhension américaine et européenne - ou au moins une tolérance - pour les positions et les demandes des Norvégiens dans les zones contestées. Cependant, avec la fin de la guerre froide, les limitations et les privilèges des Norvégiens ont tous les deux disparus. Pour la Norvège, l'environnement stratégique a changé radicalement. Pour faire simple, les anciens "ennemis" et "amis" ont changé, et les constellations d'intérêts s'avèrent plus complexes. Au lieu d'une nouvelle politique coordonnée, la « démilitarisation » de cette région a été suivie par l'ignorance. En fait, il a fallu la succession de plusieurs gouvernements norvégiens jusqu'en 2005 – plus de quinze ans depuis la destruction du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique – pour éditer un premier livre blanc sur la

région nordique et la mer de Barents. (En 1999, un livre blanc plus spécifique sur Spitsbergen a été publié, mais sa conclusion était qu'en dépit des récents changements sur le plan de la politique internationale, il n'y avait aucune raison pour modifier la politique officielle norvégienne).

Le deuxième facteur réside dans le fait que la Norvège n'a pas eu une politique cohérente envers l'UE. Les hommes politiques norvégiens n'ont pas osé, ou n'ont pas été en mesure de, mettre en place le cadre d'une politique norvégienne en direction du grand Nord de manière à également inclure la grande Europe. Depuis 1994, quand les Norvégiens pour la deuxième fois ont refusé l'adhésion à l'UE, il y a eu une certaine passivité dans leur politique envers l'UE. Tandis que nous avons du attendre jusqu'en 2005 afin de voir le premier livre blanc sur la région, cela a pris huit ans depuis le référendum et la mise en place de l'accord sur l'EEE pour voir un premier livre blanc sur l'Europe et les relations entre la Norvège et l'Union – et encore, il ne proposait aucun changement radical.

La raison principale de cette situation réside dans le fait que les hommes politique norvégiens ont eu du mal à faire la part des choses entre le développement d'une politique envers l'UE d'une part, et le développement d'une politique pour favoriser l'adhésion dans l'UE de l'autre. Le fait que le gouvernement actuel, aussi bien que le précédent soit tous les deux composés d'une coalition de plusieurs partis politiques, et sont partiellement favorables et opposés à l'adhésion norvégienne dans l'UE, ne facilitent pas les choses. Le résultat de cette politique se traduit souvent par des décisions ponctuelles et seulement dans certains secteurs, plutôt que systématiques et coordonnées. Parfois même certaines occasions données n'ont pas été exploitées. J'aimerais illustrer ceci avec un exemple récent (et puisque nous pouvons blâmer l'ancien gouvernement, j'ose le mentionner ici). Dans le dernier rapport sur les progrès accomplis du plan d'action de Dimension Nordique, nous pouvons lire que le précédent

gouvernement norvégien a décliné une invitation de l'UE pour participer à un groupe de travail (à haut niveau) sur le transport maritime dans la région. Ceci est très surprenant puisqu'une telle coopération aurait pu contribuer précisément à éveiller plus d'intérêt sur la région des Barents dans la Dimension Nordique.

Cependant, malgré l'absence d'une politique coordonnée envers le grand Nord, et l'absence d'une stratégie plus claire vers l'Europe, nous avons observé plusieurs développements politiques intéressants. La fin de la guerre froide s'est traduite par une plus grande coopération économique avec la Russie et a permis, par exemple, l'établissement d'une coopération dans les Barents en 1993 – Celle-ci a amené à une collaboration beaucoup plus étroite avec la Russie dans la région du nord sur des sujets allant de la sécurité nucléaire, au contrôle des stocks halieutiques en mer de Barents, à la réduction de la pollution et à l'augmentation de l'efficacité énergétique, sur la santé, la culture et la coopération commerciale. (Comme vous le savez sans doute, le Conseil euro-arctique de la mer de Barents est devenu plus tard un partenaire à part entière dans l'initiative de Dimension Nordique). Mais tandis que la coopération sur la région des Barents a été importante, elle n'est pas devenue une priorité dans la politique étrangère norvégienne.

Mais observons-nous aujourd'hui des changements à cette situation? Je le crois. La publication du livre blanc en 2005 a marqué un changement significatif. Cette nouvelle approche a été davantage développée et intensifiée par le nouveau gouvernement. Dans l'accord parmi les partis de la coalition le nouveau gouvernement a fait de la région nordique l'une de ses priorités principales. Il souligne aussi le fait que cette politique doit-être développée dans le cadre d'une collaboration étroite avec l'UE et les différents pays européens. Cette conférence ici aujourd'hui, révèle l'expression même de ce changement. Le renforcement du rôle de l'UE est non seulement un souci pour la Norvège, mais est aussi partagé par l'ensemble des états nordiques, comme l'a confirmé la réunion du Conseil Nordique des Ministres en août 2005. Cependant, puisque les

autres pays nordiques sont principalement intéressés par la région de la mer Baltique, le défi pour la Norvège est toujours d'obtenir l'attention de l'UE sur la région de la mer des Barents – et de garder cet intérêt en éveil.

Potentiel pour la coopération accrue entre l'UE et la Norvège

Si vous le permettez, j'aimerais maintenant aborder le sujet concernant le potentiel pour davantage de participation et de coopération de l'UE dans cette région. J'ai déjà cité quelques obstacles à cette coopération dans le passé, par exemple que l'UE a dans un premier temps donné la priorité à la Russie, et que les lois politiques de la gravité font que l'attention se polarise davantage vers la mer Baltique plutôt que la mer de Barents. J'ai aussi mentionné les obstacles du côté norvégien, comme le manque de coordination sur le plan politique à l'encontre à la fois du grand Nord et de l'UE.

Je crois encore qu'étant donné l'importance des défis et des opportunités dans cette région, il devrait être possible de pouvoir surmonter, ou tout du moins gérer certains de ces obstacles et être capable de promouvoir une coopération plus fructueuse. Celle-ci devrait être encouragée par le fait qu'elle pourrait être salutaire en aidant à se fixer quelques objectifs politiques communs, mais cette coopération devrait également être encouragée afin d'éviter les problèmes éventuels.

J'aimerais mettre en avant deux points positifs de cette coopération.

D'abord, je crois qu'une coopération et une participation plus fortes de l'UE dans cette région aideraient à renforcer l'association avec la Russie, et permettraient de développer davantage la coopération transfrontalière entre la Russie, l'UE et la Norvège. Afin de pouvoir réaliser ceci, il est important que la Dimension Nordique soit vue comme un pilier de la politique de l'UE au sein de celle-ci, et que la Dimension Nordique "soit élargie", qu'elle ne se focalise pas

exclusivement sur la mer Baltique, mais englobe également la mer de Barents. Afin de faciliter cet ajustement, la Dimension Nordique pourrait peut-être être mieux harmonisée avec l'association UE-Russie concernant les quatre "espaces communs" (en ce qui concerne le domaine de l'économie, de la sécurité, de la justice et de la culture). La première étape de cette reformulation pourrait avoir déjà eu lieu (résultat de la réunion ministérielle informelle du 21.11.2005).

En second lieu, je crois également que la coopération accrue dans cette région pourrait aider à sécuriser l'approvisionnement énergétique pour l'UE. Afin de développer les ressources naturelles dans la région, d'énormes investissements seront nécessaires. Afin de réduire les risques pour ces investissements, les opérateurs ont besoin de capital, mais aussi d'avoir accès aux marchés pour vendre ces produits, et peut-être aussi important, ils ont besoin d'un cadre légal et institutionnel prévisible. La participation de l'UE dans la région pourrait contribuer à faciliter l'ensemble de ces facteurs.

Jusqu'ici l'énergie n'a pas été vue comme une partie importante de la Dimension Nordique. Cependant, il y a des changements rapides dans la région et au sein de la politique énergétique de l'UE. L'énergie est susceptible de devenir l'une des principales priorités pour l'UE dans les années à venir, et Tony Blair a récemment passé beaucoup de temps au Parlement européen à parler des défis de l'approvisionnement énergétique pour l'UE. Le travail continu sur le livre vert de l'UE sur l'énergie, pourrait aussi fournir un levier important pour accroître de manière significative la participation de l'UE.

Au départ les traités ne donnent pas beaucoup de pouvoir à l'UE au niveau de la politique énergétique. Par rapport aux négociations sur le traité constitutionnel, les parties en présence sont tombées d'accord sur quelques ajustements. Le traité a réaffirmé l'importance de la politique

énergétique pour assurer le bon fonctionnement du marché, pour sécuriser l'approvisionnement au sein de l'Union, et aussi pour préserver et améliorer l'environnement. La politique de l'Union sur l'énergie ne devrait pas en principe affecter le droit à un Etat membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement en énergie. Néanmoins, nous pouvons souligner le fait, que la possibilité des politiques nationales d'assurer un niveau suffisant de sécurité sur le plan des approvisionnements énergétiques a diminué, ceci en raison de l'intégration et de la libéralisation des marchés de l'énergie au sein de l'UE. Bien que le pouvoir formel de l'UE s'avère peut-être limité, l'UE joue toujours un rôle important dans le domaine de la politique énergétique. Elle joue, et peu jouer un rôle encore bien plus important dans l'avenir, par exemple, par le biais de la recherche, de l'environnement, en favorisant le dialogue avec les grandes entreprises, et les pays producteurs d'énergie, mais aussi en développant et favorisant la coopération volontaire et en coordonnant les politiques dans le domaine des approvisionnements énergétique parmi les Etats membres et les Etats de non-membres.

Mais en plus des deux facteurs positifs d'une collaboration plus étroite entre l'UE, la Russie et la Norvège dans cette région, nous pouvons également souligner que de nombreux problèmes courants pourront être évités plus facilement grâce à une coopération accrue. En fait, certains des défis dans le Nord nous rappellent la « tragédie des problèmes communs ». Comme vous le savez, la tragédie des problèmes communs est une situation où les différentes actions, chacune justifiable, mènent à des résultats que personne ne souhaite. La tragédie de la situation actuelle peut être vue comme une sorte de dilemme du prisonnier collectif. Là où les individus ou les Etats chez un groupe ont deux options : Soit coopérer avec le groupe soit se séparer du groupe. La coopération se produit quand les individus ou les Etats acceptent de protéger une ressource commune pour éviter une tragédie. Par la coopération, chaque individu ou Etat accepte de ne pas

prendre plus que sa part. La défection survient quand un individu décide d'employer plus que son contingent d'une ressource publique.

Un exemple, qui a été caractérisé comme une tragédie du problème commun dans la région Nordique est naturellement le risque de surexploitation des ressources halieutiques et de la pollution des zones maritimes (Oran Young, 1999). C'est dans l'intérêt de tous qu'il y ait une exploitation rationnelle des ressources dans cette région et que l'environnement vulnérable soit protégé. Comme je l'ai déjà mentionné, une catastrophe sur le plan de l'environnement dans cette région peut avoir des conséquences bien au-delà de la région mais pour l'Europe dans son ensemble.

Le développement de l'environnement a été l'une composante clé dans la Dimension Nordique. Par exemple, une association pour l'environnement de la Dimension Nordique a été établie et des efforts importants ont été faits en relation à la gestion des déchets nucléaires et à la sécurité nucléaire en Russie occidentale du Nord. La coopération sur l'environnement se réfère à la fois au fragile écosystème de l'arctique ainsi qu'aux problèmes spécifiques de la pollution en mer Baltique. Dans d'autres secteurs, l'UE a préconisé une politique de création d'un régime de normalisation et sur la nécessité de protéger les zones maritimes. Récemment, la Commission Européenne a fait remarquer qu'il y a un besoin d'une nouvelle politique maritime pour l'UE, étant donné que la moitié de la population et du PIB des pays de l'Union est située dans des zones côtières. Elle a aussi souligné le fait que la gestion de l'écosystème marin et des ressources halieutiques ne puisse pas être détenue par les seuls Etats membres, et que l'UE a déjà adopté toute une gamme de mesures dans différents secteurs qui ont des conséquences pour les activités maritimes. Le défi serait de créer des synergies entre les différents domaines politiques. L'intention est que cette initiative aboutira à un nouveau livre vert sur une politique maritime plus compréhensive. Cette annonce souligne le besoin d'une politique complète afin d'assurer

entre autre une exploitation rationnelle des ressources halieutiques et pour sécuriser le transport maritime. De mon point de vue, ces propositions pourraient également servir de catalyseur afin de promouvoir la coopération entre les pays dans la région de la mer de Barents.

Ainsi, afin d'éviter une tragédie commune et pour promouvoir la coopération, des groupes prévoyants pourraient imposer une certaine sorte de sanction aux membres qui surexploitent une ressource, la rendant peu lucrative ou indésirable. De tels mécanismes peuvent par exemple comporter l'application de sanction par une autorité, qui peut être aussi bien une agence extérieure ou choisie par les exploitants eux-mêmes, qui acceptent de coopérer pour une gestion rationnelle de cette ressource.

Cependant, dans cette situation nous devons également nous rendre compte que toutes les ressources ne sont pas communes. Quelques états, dont la Norvège, ont une propriété bien établie et admise sur certaines ressources dans leurs zones économiques. Mais dans certains cas, il s'avère que la propriété n'est pas toujours réglée mais contestée. Ceci étant dit, je crois toujours que l'analogie de la «tragédie commune est utile pour promouvoir la manière dont les acteurs de la région perçoivent et s'approprient ce concept de coopération.

Conclusion

Basé sur cette argumentation, il devrait y avoir de fortes motivations des deux côtés afin d'établir un régime multilatéral pour l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques et pétrolières. Maintenant que le dialogue est établi et que les discussions ont commencé, il s'avère nécessaire aujourd'hui de passer à l'étape suivante et de se mettre d'accord sur une forme concrète de coopération.

Dans un livre appelé "Le Spitsbergen dans l'histoire diplomatique", qui a été édité ici à Paris il y a près de cent ans, en 1912 (8 ans avant que le traité sur le Spitsbergen ne soit signé), l'ancien diplomate et chercheur norvégien, Arnold Ræstad, avait une histoire intéressante à raconter. Il écrit que la Norvège a réclamé la souveraineté sur un « no mans land » (ou « terra nullus ») dans la zone arctique depuis 1618 et que peu de pays (à l'exception unique de la France) ont reconnu cette réclamation. Il souligne aussi le fait qu'également à ce moment-là c'était une question de ressources naturelles. A cette époque, c'était les baleines et plus particulièrement la chasse aux cétacés qui était la motivation première. Mais un point intéressant à souligner, lorsque les baleines ont déserté les baies de Spitsbergen, l'intérêt international pour l'île a aussi chuté dans le même temps. Basé sur l'histoire racontée par Raestad, Martin Conway écrit dans une revue littéraire la même année que :

"...Ce que le futur a en réserve pour Spitsbergen reste à voir, mais une nouvelle fois il s'avère que les faits accomplis vont dépasser les théories politiques, et sur les terres de Spitsbergen qui valent la peine, quelque chose sera trouvé et appartiendra à ceux qui feront d'abord une utilisation pratique de celle-ci". (Conway 1912).

Il est intéressant de noter qu'une situation identique semble être valide aujourd'hui. Cela montre qu'afin d'éviter une exploitation incontrôlée des ressources de la région, la chose la plus importante est d'avoir une autorité fonctionnant bien qui assure une exploitation des ressources naturelles de manière rationnelle et raisonnée en respectant l'environnement à la fois les ressources halieutiques et pétrolières. Mais pour déterminer précisément la façon dont cet objectif sera le mieux réalisée, la décision en revient aux hommes politiques.

Références

- Arter, David (2000) 'Small State Influence Within the EU', *Journal of Common Market Studies* 38 (5): 677-697.
- Browning, Christopher S. & Joenniemi, Pertti (2003): The European Union's Two

- Dimensions: The Eastern and the Northern, *Security Dialogue* 34: 463-478.
- Conway, Martin (1912) 'European Relations with Spitsbergen', *Polar Regions*.
- Haukkala, Hiski (2002) 'The Role of the Northern Dimension in Tackeling the Challenges of a Growing EU Presence in Northern Europe', *Occasional Paper Series*, No. 34 (August): Geneva Centre for Security Policy.
- Justisdepartementet (1999) 'Svalbard', *Stortingsmelding* 9 (1999-2000): Oslo.
- Myrjord, Anne (2003) 'Governance Beyond the Union: EU Boundaries in the Barents Euro-Arctic Region', *European Foreign Affairs Review* 8: 239-257
- Utenriksdepartementet (2005) 'Muligheter og utfordringer i nord', *Stortingsmelding* 30 (2004-2005): Oslo.
- Utenriksdepartementet (2000) 'Om Norge og Europa ved inngangen til et nytt århundre'. *Stortingsmelding* 12 (2000-2001): Oslo.
- Young, Oran (ed.) (1999) *The Effectiveness of International Environmental Regimes: Causal Connections and Behavioral Mechanisms*. Cambridge Ma.: MIT Press.